

d'activité criminelle et s'était contenté de ramasser des comérages et que les forces policières canadiennes y compris celles de Montréal et de Toronto, l'OPP et le ministère fédéral de la Main-d'œuvre et de l'Immigration ont participé aux opérations de ce service, le ministre a-t-il fait enquête sur les accusations portées contre cet organisme?

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, la Gendarmerie royale ne fait pas partie de cette organisation, ne lui fournit aucun renseignement et n'en reçoit pas non plus. Je ne puis donc rien dire d'autre. Nous n'avons aucun renseignement sur cette organisation.

LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS POUR L'APPLICATION DES LOIS—DEMANDE DE TENUE D'ENQUÊTE PAR LE MINISTÈRE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DE L'IMMIGRATION

**M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo):** Puis-je poser une question supplémentaire au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration? Comme son ministère fait partie de cette organisation policière, le ministre peut-il nous assurer qu'une enquête est en cours sur les accusations d'activités douteuses de la part de cette organisation formulées par la police de Houston et confirmées par les services de police d'Atlanta en Georgie?

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, cette organisation m'est entièrement inconnue. Je prends note des remarques du député et j'essaierai d'obtenir les renseignements qu'il désire.

\* \* \*

### LES TRANSPORTS

LA DEMANDE DE REPORT DE LA MAJORATION DES TARIFS-MARCHANDISES PAR LA N.-É.—LA NOUVELLE POLITIQUE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**M. Andy Hogan (Cape Breton-East Richmond):** J'ai une question à poser au ministre des Transports. Le ministre du développement de la Nouvelle-Écosse ayant déclaré qu'il ne fallait pas imposer de nouvelles augmentations des tarifs-marchandises tant que le gouvernement de la Nouvelle-Écosse n'aurait pas de nouvelle politique des transports et que le gouvernement fédéral n'aurait pas envisagé de nouvelle politique nationale des transports, puis-je demander au ministre s'il est d'accord avec son collègue libéral du cabinet de la Nouvelle-Écosse sur ce point?

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** Malheureusement, je n'ai pas lu la déclaration du ministre de la Nouvelle-Écosse, monsieur l'Orateur. Si le député veut bien me faire parvenir une copie de sa déclaration, je pourrai lui dire s'il s'agit là de la politique du gouvernement.

**M. Hogan:** Monsieur l'Orateur, je me ferai un plaisir d'envoyer au ministre une copie de cette déclaration. Le ministre reconnaît-il que le ministre de la Nouvelle-Écosse est en mesure d'évaluer clairement les répercussions immédiates et à plus long terme qu'aurait une nouvelle augmentation des tarifs-marchandises sur les investissements et l'emploi en Nouvelle-Écosse?

**M. Marchand (Langelier):** Monsieur l'Orateur, un grand nombre de personnes, dont probablement le ministre de la Nouvelle-Écosse, vont bientôt y voir clair.

### Questions orales

#### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA PARTICIPATION CANADIENNE À L'OTAN ET LE PROJET DE LIENS CONTRACTUELS AVEC LES PAYS DU MARCHÉ COMMUN

**M. Gordon Ritchie (Dauphin):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au très honorable premier ministre. Étant donné son désir de nouer des liens contractuels avec le Marché commun européen, se rendra-t-il à la réunion au sommet de l'OTAN avec l'intention d'augmenter la contribution du Canada à l'OTAN pour faciliter l'acceptation par les pays du Marché Commun de ces liens contractuels?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Non, monsieur l'Orateur, car les deux organismes ne sont pas aussi directement liés, à mon avis, que la question du député semble le supposer. Notre position au sein de l'OTAN a été précisée et reste inchangée. Pour ce qui est du Marché commun européen, je passerai une journée au Danemark et une journée à Luxembourg. Au cours de ces visites, je parlerai de ces liens contractuels.

\* \* \*

#### LES PÊCHES

L'INTERDICTION DE LA VENTE D'ESPADON CANADIEN AUX É.-U.—LA DEMANDE D'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT

**M. Robert McCleave (Halifax-East Hants):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre et j'en ai donné préavis à son cabinet. Il y a quelques semaines, j'ai posé une question relative à la vente d'espadons canadiens aux États-Unis et j'ai demandé que l'on s'efforce de rouvrir ce marché. Le premier ministre pourrait-il, personnellement ou par l'intermédiaire d'un de ses ministres, informer la Chambre des mesures prises à ce sujet?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je remercie le député d'avoir donné préavis de sa question à mon cabinet. Les États-Unis continuent à interdire l'importation dans tous les États des espadons dont la teneur en mercure dépasse 0,5 partie par million. C'est une situation de fait aux États-Unis, comme au Canada d'ailleurs. Naturellement, aucune loi n'interdit de pêcher l'espadon, pourvu qu'il ne soit vendu ni au Canada ni aux États-Unis, si sa teneur en mercure dépasse le pourcentage indiqué. Quant au bien-fondé de cette mesure pour la protection de la santé des Canadiens ou des Américains, je vous renvoie naturellement au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Il n'y a au sein de mon cabinet aucun spécialiste qui puisse contredire cette décision.

\* \* \*

#### LES OLYMPIADES

L'OPPORTUNITÉ D'UNE INTERVENTION FÉDÉRALE POUR DISSIPER LES CRAINTES

**M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au très honorable premier ministre. Contrairement aux déclarations continues du gouvernement, je suis persuadé que le gouvernement, et le premier ministre le sait, est mêlé jusqu'au cou à la préparation des jeux olympiques et au cafouillage qui la caractérise. Pour cette raison et étant donné qu'il est possible que les jeux se tiennent ailleurs, le premier ministre peut-il nous dire s'il s'inquiète des difficultés éprou-